



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.540/4
du 1^{er} juillet 2026

advies 79.540/4
van 1 juli 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant diverses
dispositions relatives aux
statuts administratif et
pécuniaire du personnel de
l'Institut belge des services
postaux et des
télécommunications'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
diverse bepalingen van het
administratief en geldelijk
statuut van het personeel van
het Belgisch Instituut voor
postdiensten en
telecommunicatie'

Le 8 juin 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Mobilité, du Climat et de la Transition environnementale à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives aux statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 1^{er} juillet 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été rédigé par Stéphane TELLIER, premier auditeur, et Aurore PERCY, auditrice, et présenté par Aurore PERCY.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} juillet 2026.

*

Op 8 juni 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobiliteit, Klimaat en Ecologische Transitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 1 juli 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is opgesteld door Stéphane TELLIER, eerste auditeur, en Aurore PERCY, auditeur, en uitgebracht door Aurore PERCY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 juli 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, la mention de l'article 36 sera omise.
2. S'agissant de la formalité préalable de la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après : l'« IBPT ») prescrite par l'article 26, alinéas 3 et 4, de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', le délégué a communiqué un courrier électronique du 14 novembre 2025 par lequel l'IBPT a transmis l'ensemble du dossier au ministre compétent. Toutefois, ce courrier précise que le projet est transmis par e-mail « avant de vous être formellement soumis via une proposition de l'IBPT ».

La pièce attestant de la transmission formelle de la proposition de l'IBPT ne figure pas dans le dossier communiqué à la section de législation.

Sauf si cette transmission est intervenue le 14 novembre 2025, l'alinéa 5 sera revu afin de faire mention de la date à laquelle la formalité a été effectivement accomplie.

3. L'alinéa 11 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 79.540/4 du Conseil d'État donné le 1^{er} juillet 2026, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »¹.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au 1^o, b), les mots « l'alinéa 2 est complété » seront remplacés par les mots « la deuxième phrase de l'alinéa 2 est complétée ».

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 36.1 et formule F 3-5-2.

Article 2

Les versions néerlandaise et française ne précisent pas chaque fois si la modification est apportée au texte français ou au texte néerlandais. Par conséquent, elles ne correspondent pas et devraient être revues. Toutefois, afin d'assurer la lisibilité des modifications envisagées, mieux vaudrait remplacer dans son intégralité l'article 56, alinéa 2, de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 'fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications'.

Article 4

Dès lors que l'alinéa modifié n'a pas subi de modification, les mots « , modifié par l'arrêté royal du 15 septembre 2013 » seront omis.

Article 5

La phrase liminaire sera rédigée comme suit : « L'article 82, § 5, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 juin 2022, est remplacé par ce qui suit : ».

Article 6

L'article 83, § 2, de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 ne comportant qu'un seul alinéa, c'est en réalité, comme l'indique le délégué, la deuxième phrase de ce paragraphe que l'auteur du projet souhaite abroger.

La disposition sera revue en conséquence.

Article 8

Compte tenu de la formulation utilisée à l'article 88/8 de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 et comme l'a suggéré le délégué, à l'article 88/10, § 1^{er}, en projet, il y a lieu d'écrire « [...], le Conseil désigne ou fait désigner [...] ».

Article 9

Dans la version française de la modification à apporter à l'article 90, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 11 janvier 2007, il y a lieu d'écrire « entend l'agent statutaire formellement et aussi vite que possible ».

Article 14

L'article 17, § 2, de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 'portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications' a été remplacé par l'arrêté royal du 15 septembre 2013 et modifié par l'arrêté royal du 26 avril 2024.

La phrase liminaire sera modifiée en ce sens.

Article 19

Les mots « l'article 62/3, § 1^{er} » seront remplacés par les mots « l'article 62/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

Articles 21 et 23

L'article 65 en projet de l'arrêté du 11 janvier 2007 prévoit :

« Le Conseil fixe les avantages en matière de transport octroyés aux agents statutaires et aux membres du personnel contractuels et leurs modalités ».

L'article 23 modifie en conséquence l'article 37, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 janvier 2006 'fixant le règlement budgétaire et comptable de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications'.

L'attribution d'un pouvoir réglementaire au Conseil de l'IBPT ne paraît pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par le Conseil d'État, section de législation, sont absentes. Pareille délégation ne se justifie que pour des raisons pratiques et dans la mesure où elle a une portée très limitée ou principalement technique et où il peut être considéré que les organismes qui doivent appliquer la réglementation concernée ou la contrôler sont également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause². Or, en tant qu'elle concerne des éléments du régime pécuniaire applicable aux agents statutaires et aux membres du personnel contractuels, la fixation des avantages en matière de transport octroyés à ceux-ci ne paraît pas remplir ces conditions.

Les articles 21 et 23 seront revus en conséquence.

Article 22

Les mots « l'annexe V jointe » seront remplacés par les mots « l'annexe jointe ».

*

² Voir en ce sens notamment l'avis 55.762/2 donné le 15 avril 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 août 2014 'portant statut pécuniaire du personnel ambulancier non pompier des zones de secours'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid dient de vermelding van artikel 36 geschrapt te worden.
2. Wat betreft het voorafgaand vormvereiste in verband met het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna: het “BIPT”), voorgeschreven bij artikel 26, derde en vierde lid, van de wet van 17 januari 2003 ‘met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’, heeft de gemachtigde een e-mail van 14 november 2025 bezorgd waarmee het BIPT heel het dossier overgezonden heeft aan de bevoegde minister. In die e-mail staat echter dat het ontwerp per e-mail wordt overgezonden “avant de vous être formellement soumis via une proposition de l’IBPT”.

Het stuk waaruit blijkt dat het voorstel van het BIPT formeel werd overgezonden, bevindt zich niet in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is bezorgd.

Tenzij het voorstel op 14 november 2025 was overgezonden, moet het vijfde lid worden herzien zodat het de datum vermeldt waarop dit vormvereiste daadwerkelijk werd vervuld.

3. Het vijfde lid, betreffende het advies van de Raad van State, moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 79.540/4 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2026 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.¹

DISPOSITIEF

Artikel 1

In punt 1°, b), moeten de woorden “het tweede lid wordt aangevuld” vervangen worden door de woorden “de tweede zin van het tweede lid wordt aangevuld”.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

Artikel 2

In de Nederlandse en in de Franse tekst wordt niet telkens gepreciseerd of het gaat om een wijziging in de Franse dan wel in de Nederlandse tekst. Bijgevolg stemmen beide taalversies niet overeen en moeten ze worden herzien. Ter wille van de leesbaarheid van de ontworpen wijzigingen verdient het echter aanbeveling artikel 56, tweede lid, van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 ‘tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie’ in zijn geheel te vervangen.

Artikel 4

Aangezien het gewijzigde lid geen eerdere wijzigingen heeft ondergaan, moeten de woorden “, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 september 2013” weggelaten worden.

Artikel 5

De inleidende zin moet gesteld worden als volgt: “Artikel 82, § 5, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 juni 2022, wordt vervangen als volgt:”.

Artikel 6

Aangezien artikel 83, § 2, van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 slechts één lid bevat, is het in feite de tweede zin van die paragraaf die de steller van het ontwerp wenst op te heffen, zoals de gemachtigde heeft beaamd.

De bepaling moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 8

Rekening houdend met de formulering die gebruikt wordt in artikel 88/8 van het koninklijk besluit van 11 januari 2007, alsook met de suggestie van de gemachtigde, dient men in het ontworpen artikel 88/10, § 1, het volgende te schrijven: “(...), wijst de Raad een of meerdere coördinatoren van de wacht en een of meerdere statutaire ambtenaren of contractuele personeelsleden aan of laat hij die aanwijzen.”.

Artikel 9

In de Franse tekst van de wijziging die in artikel 90, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 wordt aangebracht, dient men te schrijven: “entend l’agent statutaire formellement et aussi vite que possible”.

Artikel 14

Artikel 17, § 2, van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 ‘houdende het geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie’ is vervangen bij het koninklijk besluit van 15 september 2013 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 april 2024.

De inleidende zin moet in die zin gewijzigd worden.

Artikel 19

De woorden “artikel 62/3, § 1” moeten vervangen worden door de woorden “artikel 62/3, § 1, eerste lid”.

Artikelen 21 en 23

Het ontworpen artikel 65 van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 bepaalt het volgende:

“De Raad stelt de verkeersvoordelen toegekend aan de ambtenaren en contractuele personeelsleden en de nadere bepalingen ervan vast.”

Artikel 23 wijzigt dienovereenkomstig artikel 37, § 1, van het koninklijk besluit van 10 januari 2006 ‘tot vaststelling van de budgettaire en boekhoudkundige regeling van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie’.

Het verlenen van een verordenende bevoegdheid aan de Raad van het BIPT lijkt niet conform de algemene beginselen van publiek recht omdat het raakt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht. Bovendien ontbreken de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals inzake de bekendmaking en de preventieve controle door de afdeling Wetgeving van de Raad van State. Een dergelijke delegatie kan dan ook enkel worden gebillijkt om praktische redenen en voor zover ze een erg beperkte of hoofdzakelijk technische draagwijdte heeft, en in zoverre men ervan kan uitgaan dat de instellingen die de reglementering in kwestie moeten toepassen of er toezicht moeten op uitoefenen, ook het beste geplaatst zijn om ze met kennis van zaken uit te werken.² Voor zover de vaststelling van de toegekende verkeersvoordelen betrekking heeft op elementen van de bezoldigingsregeling die van toepassing is op de statutaire ambtenaren en op de contractuele personeelsleden, lijkt ze die voorwaarden niet te vervullen.

De artikelen 21 en 23 moeten dienovereenkomstig herzien worden.

² Zie in die zin onder meer advies 55.762/2 van 15 april 2014 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 23 augustus 2014 ‘houdende bezoldigingsregeling van het ambulancepersoneel van de hulpverleningszones dat geen brandweerman is’.

Artikel 22

De woorden “bijlage V bijgevoegd” moeten vervangen worden door de woorden “de bijlage gevoegd”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO